



Le Québec et le Canada font face à ce qui sera de toute évidence la récession la plus profonde depuis 1981. Déjà les pertes d'emplois se multiplient et des travailleurs et travailleuses qui n'ont pas choisi cette situation sont ou seront bientôt en chômage.

Seulement pour le mois de janvier 2009, le gouvernement canadien nous a annoncé la perte nette de 129 000 emplois au pays, ce qui est du jamais vu depuis 32 ans au Canada. Toute proportion gardée, ce niveau de pertes d'emplois révèle une situation pire que celle des États-Unis. D'ici la fin de l'année, plusieurs économistes prévoient un taux de chômage de plus de 10 % au Canada.

Durant la même période, le Québec a perdu 25 400 emplois et le taux de chômage est passé à 7,9 % alors qu'il atteignait 7,7 % au Canada.

Ces chiffres sont assez effarants. La réalité, pourtant, est pire : des milliers de gens qui auront travaillé n'arriveront pas à se qualifier pour des prestations d'assurance-emploi même s'ils ont cotisé.

Rappelons que depuis 1993, le régime d'assurance-emploi a fait l'objet de nombreuses compressions pour en réduire les protections, et le régime actuel, tel que diminué, n'a jamais été soumis à l'épreuve d'une récession majeure.

Contrairement aux récessions précédentes, nous faisons donc face à la présente crise avec un filet de sécurité sérieusement effiloché.

**Perte de 2500 emplois  
en Mauricie en un an**

de gravité de la récession, mais c'est la date que nous avons retenue», explique Richard Sahey, vice-président des relations pu-

LA PRESSE, 21 janvier 2009, 1912-3

RIO TINTO ALCAN UNE AUTRE BAISSSE DE RÉGIME

«ON N'A ENCORE RIEN VU»

La réduction de production soulève de nouvelles inquiétudes au Saguenay

**Perte de 2500 emplois**

**en Mauricie en un an**

\* LE SOLEIL, 9 janvier 2009, 3

«On s'attend au pire»

Les 750 employés du groupe pharmaceutique GlaxoSmithKline à Québec craignent d'autres coupes

«On s'attend au pire»

**Sortir de la crise ensemble!**



Cette campagne est menée par la Coalition des Sans-chemise composée de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et du Conseil national des chômeurs (CNC).

Numéro de téléphone central :  
**514 933-3764**



Centrale des syndicats du Québec

Centrale des syndicats du Québec



## Nous réclamons de meilleures conditions

Il faut que le régime d'assurance-emploi soit amélioré et cela, dans les plus brefs délais, afin d'aider le monde à affronter les difficultés du chômage.

Nos demandes vont dans le sens suivant :

### 1 Une amélioration importante de l'accessibilité au régime

Nous croyons que l'établissement d'un critère unique d'admissibilité (360 heures) serait une mesure beaucoup plus adaptée aux réalités du travail et aux besoins des travailleurs, et mettrait ainsi fin aux disparités régionales qui ont pour résultat d'exiger plus d'heures de travail pour se qualifier dans une région parfois voisine d'une autre.

### 2 L'augmentation du taux de prestations

L'actuelle méthode de calcul du taux de prestations est inéquitable. Nous croyons qu'un calcul établi sur la moyenne des meilleures 12 semaines de la dernière année, avec un taux de prestations à 60 % du salaire serait beaucoup plus juste.

### 3 L'abolition du délai de carence

Le délai de carence est une méthode passéiste visant à faire porter la responsabilité des deux premières semaines de chômage sur le dos des travailleuses et des travailleurs. Ce délai de deux semaines, assimilé à une pénalité, doit être aboli.

## 1 L'assurance-emploi est un levier économique

Face à la récession, nous croyons que la mesure bénéfique la plus urgente que le gouvernement fédéral pourrait mettre en œuvre serait de bonifier le régime actuel d'assurance-emploi.

Rappelons l'effet multiplicateur d'une bonification des prestations d'assurance-emploi. Il dépasse, et de loin, celui d'une baisse d'impôt sur le revenu, d'une taxe sur la consommation ou même d'investissements en infrastructures. Il en est ainsi parce que les sommes déboursées sont dépensées immédiatement et localement pour nourrir la famille, payer les factures, vêtir les enfants. C'est toute l'économie locale et celle d'une région entière qui se ressentiront des effets d'un accès ou non à des prestations d'assurance-emploi pour les travailleuses et les travailleurs mis à pied.

Il n'y a donc pas de mesure ciblée plus efficace d'un point de vue économique que l'amélioration du régime d'assurance-emploi.

## 2 Décadenasser l'accès à l'assurance-emploi

Sur 1000 chômeurs, seulement 461 ont accès à l'assurance-emploi.

Le gouvernement conservateur et la ministre des Ressources humaines, madame Diane Finley, n'aiment pas ce chiffre. C'est pourquoi, ils préfèrent se référer à une autre méthode de calcul qui indique que la couverture, en 2006, s'établissait à 82,7 % pour l'ensemble des demandeurs répondant aux critères... Les « non-conformes » étant évacués de cette statistique...

Nous invitons le gouvernement à cesser de jouer avec les chiffres. Des gens perdent leur emploi, et ils ont besoin d'un soutien réel, concret et véritable. C'est le rôle du régime d'assurance-emploi, qui doit être, dans les plus brefs délais, amélioré. C'est aussi le rôle d'un gouvernement responsable, soucieux du bien-être de sa population.

### Citations concernant une bonification du régime de l'assurance-emploi :

→ **Ottawa doit agir vite, dit le Conference Board**  
– **Le Soleil, 23 janvier 2009**  
Ottawa devrait aussi, dit Glen Hodgson, ajuster les règles de l'assurance-emploi pour en faciliter l'accès et en augmenter la durée et ainsi aider les travailleurs à passer à travers la crise et notamment aux immigrants à rester au pays.

→ **Hamad souligne la lenteur d'Ottawa dans l'aide aux travailleurs**  
– **La Presse Canadienne, 23 janvier 2009**  
Il a demandé à nouveau un assouplissement des critères d'admissibilité à l'assurance-emploi. Selon M. Hamad, seulement 40 pour cent des travailleurs qui cotisent au régime d'assurance-emploi sont admissibles aux prestations lorsqu'ils en font la demande.

→ **David Miller, maire de Toronto**  
« Nous sommes très inquiets. La plupart des gens vulnérables ne sont pas protégés par des modifications convenables devant être apportées au programme de l'A.E. et cela est très problématique pour toutes les villes. »